

Quand l'Etat fait le choix de la guerre comme politique, quand il traite le peuple en ennemi.

Rencontre le Mardi 21 MAI, 18h30

Dans les Rencontres précédentes nous avons interrogé plusieurs aspects ouverts par le mouvement des Gilets Jaunes : (voir textes sur [le Journal des possibles](#) et sur le site de « [ceux qui veulent le pays pour tous](#) »). Nous proposons maintenant d'interroger **la question de l'Etat, de sa politique et des possibilités pour y faire face.**

1) Le samedi 13 avril à Toulouse (acte XXII des gilets jaunes) la ville était en état de siège, les manifestants bloqués systématiquement dans des nasses policières étaient gazés et matraqués, la BAC déchainée par sa haine des gens frappait tout ce qu'elle pouvait (*BAC qui a fait ses armes contre les habitants des quartiers populaires*). Les ordres de l'Etat étaient clairs : tout faire pour que les manifestants ne soient plus visibles, entendables, qu'ils aient peur, mal et ne reviennent plus. Dans ces moments de nasses, de gazages intensifs, de matraquages sauvages, de panique, certains ont pensé à Charonne, 8 février 1962, quand la police a tué 8 personnes qui manifestaient contre la guerre en Algérie et contre l'OAS (organisation fasciste pour l'Algérie française). Ce 13 avril, certains ont eu le sentiment que **l'Etat était prêt à assumer de nouveau une telle violence.**

2) Situation de violences extrêmes menées par la police et la gendarmerie contre des gens qui manifestaient pacifiquement : **le mot guerre revient souvent ce jour là quand des manifestants peuvent discuter en petits groupes.** La présence de blindés ne faisant qu'accroître cette réalité. Un état qui veut et fait la guerre à son peuple, un état qui n'a plus d'autre politique que la force brutale, la violence, la peur et la haine contre quiconque le contredit, voilà ce que les gens trouvent aujourd'hui face à eux quand ils décident de se montrer pour dire leur vie, leur situation et ce qui doit changer à leurs yeux ; c'est ce que chacun peut constater. L'Etat pourrait agir autrement mais le choix fait, celui d'être séparé des gens, de se considérer sans peuple, de ne pas vouloir compter et respecter chacun, mène à de telles violences.

3) Cette politique de guerre on la retrouve dans la politique extérieure de la France. Voir l'exemple récent des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis afin qu'ils puissent affamer et tuer une partie de la population civile du Yemen et où des trésors architecturaux de l'humanité (*il n'y a pas que Notre Dame de Paris qui en est un*) sont détruits régulièrement par des bombes bien françaises (*on peut citer aussi la Syrie, l'Irak...*)

Pour cette Rencontre autour de la question de la politique de guerre de l'Etat, nous proposons quelques points au débat :

- Face à un tel Etat, peut-on changer de terrain afin que le débat ne soit pas circonscrit à la question de la violence ? Qu'est-ce que cela peut être et qu'est-ce que cela demande ?
- Quand un état n'a plus que la guerre comme politique, peut-on penser et réaliser une entente entre les gens comme force possible pour y faire face ?
- Est-il possible de penser et faire une politique qui permette de contraindre l'Etat, d'infléchir sa politique, autrement dit est-il possible de faire exister une puissance des gens eux-mêmes ? Nous pourrions nous appuyer sur des exemples où des gens contraignent ou ont contraint l'état sur des situations précises. Débattons-en :

MARDI 21 MAI, A 18H30

PETITE SALLE ESCOUSSIÈRES ARNAUD BERNARD

3 rue Escoussières Arnaud Bernard, Métro Capitole ou Jean-Jaurès

Dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »